

Le cdH met les privatisations sur la table wallonne

LE RÉSUMÉ

Routes, zonings industriels, maisons de repos: Maxime Prévot, le vice-président cdH au gouvernement wallon, veut **faire appel au privé** pour les financer.

Ses positions **crispent son partenaire socialiste** qui va jusqu'à dire que les positions du ministre sont creuses.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Privatisation... Le mot est dans la bouche de Maxime Prévot depuis quelques semaines. Le vice-président cdH du gouvernement wallon a multiplié les prises de position en faveur d'un renforcement des partenariats entre des organismes publics wallons et des investisseurs privés.

Maxime Prévot veut par exemple ouvrir le financement des futurs zonings aux investisseurs privés par le biais des partenariats public privé (PPP). Le ministre s'est aussi montré favorable à l'arrivée d'investisseurs privés dans le capital de la Sofico (Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures) afin d'accélérer la rénovation du réseau routier wallon. Idem pour le développement des maisons de repos pour lesquelles le secteur privé serait à l'affût alors que la Ré-

gion n'a plus d'argent.

La logique? «C'est du pragmatisme. Le cdH ne défend pas une position dogmatique», assure-t-on dans le camp de Maxime Prévot.

N'allons pas plus loin... Son partenaire socialiste en Région wallonne fulmine. Les socialistes s'en prennent surtout à la méthode Prévot. «Il fait des déclarations dans la presse, annonce des décrets qui seront discutés dans 8 mois mais il n'a jusqu'ici toujours pas déposé une note technique. On attend sa véritable réflexion», estime un conseiller socialiste. Un autre «camarade» est plus sec. «Le cabinet Prévot n'a toujours pas réussi à déposer un seul dossier de fond depuis le début de la législature. On attend depuis des mois sa note sur le nouvel organisme public pour la santé.»

Après le coup de canif des uns et des autres dans la déclaration de politique régionale, les courbettes sont terminées entre le PS et le cdH. «Les recettes du PS sont mortes. Il faut trouver autre chose pour financer les routes ou les maisons de repos», assure-t-on au cdH. «Mener une politique comme on l'a fait il y a dix ans est tout simplement impossible. L'Europe ne le permet plus», confirme un autre humaniste. Côté socialiste, on analyse. «Ce ministre s'affiche clairement à la droite au sein du cdH. Il ne s'en cache pas et veut le montrer.»

Déjà pendant les négociations

Ce n'est pas la première fois que le PS et le cdH s'égratignent au sujet de privatisations en Région wallonne.

Durant les négociations politiques qui ont mené à la formation du gouvernement wallon l'été dernier, les techniciens cdH ont mis le dossier de la privatisation de la Sofico sur la table. Les discussions ont aussi porté sur les secteurs de la distribution de l'énergie et de l'eau. «On a simplement soulevé une question: faut-il ouvrir ces deux secteurs au privé?», se souvient un des techniciens du cdH. Au PS, on confirme ces discussions.

Le débat politique est lancé... Les possibilités de privatisation ne sont cependant pas si nombreuses en Wallonie.

«Les recettes du PS sont mortes. Il faut trouver autre chose pour financer les routes.»

FN et Sonaca, les bijoux de famille de la Région

La vente de la Fabrique Nationale (FN) et de la Sonaca n'est pas à l'ordre du jour. Pour trois raisons. Primo, ces deux entreprises sont devenues stratégiques dans le cadre du redéploiement industriel de la Wallonie. «La Wallonie a déjà perdu beaucoup de centres de décisions. Nous n'allons pas

vendre pour vendre. Pour le cas de la Sonaca, un partenaire doit nous amener une plus-value

comme un accès commercial privilégié chez Boeing pour qu'on ouvre le dossier», affirme un proche de la SRIW, le bras financier de la Région wallonne. Le fruit de la revente ne pourrait ce-

pendant pas être réinjecté dans l'économie. Comme pour la Sofico, le gouvernement doit utiliser l'argent pour diminuer sa dette. Enfin, ces deux entreprises versent depuis cette année des dividendes. «La FN a versé 10 millions à la Région et la Sonaca 2 millions. Ces participations sont

enfin rentables.»

La Région aurait-elle par contre intérêt à lâcher du lest dans la SRIW en la plaçant en Bourse comme l'a fait la Flandre avec la Gimv? «Non, la Gimv a un modèle différent. Elle agit comme un fonds de private equity. La SRIW intervient sur le long terme.»

Le recours au privé pour les maisons de repos, les crèches ou les zonings

Le gouvernement wallon doit-il s'imposer la construction de maisons de repos? «Nous n'avons plus les moyens budgétaires pour financer tous nos projets, admet-on au sein du gouvernement. Il faut pourtant qu'on arrive à mettre plus de lits sur le marché. La demande est de plus en plus importante.»

Ce constat posé, la Wallonie pourrait se tourner vers des investisseurs privés. «Nombre d'entre eux semblent disposés à investir dans la construction de maisons de repos en Wallonie. C'est une bonne nouvelle car la Wallonie n'a pas les

moyens. Il est, par contre, important de réguler le secteur. Nous ne devons pas laisser faire n'importe quoi», dit-on.

La réflexion vaut pour la construction de places de crèches. Certains investisseurs sont disposés à investir dans la brique à la place de la Région. Les bâtiments seraient ensuite loués par l'autorité publique.

Au niveau des zonings industriels, l'idée de Maxime Prévot est de nouer des partenariats avec des investisseurs privés dans l'aménagement des équipements.

Les autoroutes wallonnes privatisées?

Inutile de faire un état des lieux du réseau routier wallon. Il est dans un état déplorable. Maxime Prévot (cdH) estime qu'il faudrait des millions d'euros et surtout une bonne vingtaine d'années pour que la Wallonie arrive à rendre nickel son réseau. D'où son idée d'ouvrir le capital de la Sofico, la société wallonne de financement complémentaire des infrastructures, à un partenaire privé. Pour le gouvernement, le principal avantage est d'ordre comptable. Une privatisation de la Sofico permettrait à la Wallonie de sortir cette société publique de son périmètre financier. En 2015, la Sofico pesait 149 mil-

lions sur les comptes de la Région. «Déconsolider la Sofico soulagerait les finances de la Région. Mais cette déconsolidation ne peut se faire que par une privatisation», explique un proche du dossier. Est-ce une bonne opération? L'argent issu de la vente de la Sofico doit être exclusivement utilisé pour réduire la dette de la Région et non pour financer de nouvelles politiques. Et pour l'état des routes? L'investisseur privé pourrait évidemment financer plus rapidement les réparations du réseau mais «il n'aurait d'autres choix que de faire payer l'usager pour rentabiliser son investissement», précise-t-on.